



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MRAe

Mission régionale d'autorité environnementale

OCCITANIE

Inspection générale de l'environnement
et du développement durable

**Décision de soumission à évaluation environnementale,
après examen au cas par cas en application
de l'article R. 122-18 du code de l'environnement,
sur la mise à jour du zonage d'assainissement
de la commune de Castelnau-Valence (Gard)**

N°Saisine : 2025-014569

N°MRAe : 2025DKO60

La mission régionale d'autorité environnementale de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe), en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application de l'article R. 122-6 du code de l'environnement ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, L. 122-5, R. 122-17 II et R. 122-18 ;

Vu l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 21 septembre 2020, 24 décembre 2021, 24 mars 2022, 28 septembre 2022, 19 juillet 2023, 04 septembre 2023, 1^{er} janvier 2024, 29 août 2024 et 25 novembre 2024 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie adopté le 29 septembre 2022, et notamment son article 8 ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie en date du 07 janvier 2022, portant délégation pour prendre les décisions faisant suite à une demande de cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au dossier suivant :

- **n°2025 – 014569,**
- **mise à jour du zonage d'assainissement de la commune de Castelnau-Valence (Gard),**
- **déposée par Alès Agglomération,**
- **reçue le 25 mars 2025 ;**

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 26 mars 2025 ;

Vu la consultation de la direction départementale des territoires et de la mer du Gard en date du 26 mars 2025 ;

Considérant que le zonage d'assainissement des eaux usées relève de la rubrique 4° du tableau du II de l'article R. 122-17 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les zones mentionnées aux 1° à 4° de l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la commune de Castelnau-Valence, qui fait partie de la Communauté d'Alès agglomération, procède à la mise à jour du zonage d'assainissement de la commune et prévoit :

- le maintien dans la zone d'assainissement collectif existante, des zones déjà desservies et aujourd'hui raccordées à la station de traitement des eaux usées (STEP),
- l'agrandissement de la zone d'assainissement collectif des futures zones à urbaniser (sans préciser le nombre de raccordements futurs),
- le maintien du reste de la commune en assainissement non collectif (ANC) ;

Considérant que la commune (population de 485 habitants en 2021, source INSEE) mène actuellement l'élaboration de son plan local d'urbanisme (PLU) ;

Considérant que le dossier indique que la commune prévoit d'atteindre une population 600 habitants d'ici 2034 (soit +115 habitants par rapport à 2021) ;

Considérant que le diagnostic de la station d'épuration des eaux usées (STEP) présenté dans le dossier indique que sa capacité nominale actuelle est de 250 équivalents-habitants (EH), qu'il n'y a pas de possibilité de raccordement supplémentaire, que son rendement épuratoire est défaillant et qu'il s'agit d'un ouvrage en fin de vie ;

Considérant que la communauté d'agglomération prévoit la création d'une nouvelle STEP sans indiquer de dates de réalisation, le détail des travaux, ni sa future implantation ;

Considérant que, selon le dossier présenté, la communauté d'agglomération a recensé 60 habitations en assainissement non collectif sur la commune de Castelnau-Valence dont 38 installations non conformes mises en évidence par le service public d'assainissement non collectif (SPANC) ;

Considérant que le territoire de la commune de Castelnau-Valence est inclus dans ou situé à proximité des zones répertoriées à enjeux écologiques (zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 2 et périmètres des plans nationaux d'actions (PNA) en faveur du Vautour Percnoptère, de la Pie Grièche Tête Rousse, de la Pie-Grièche Méridionale et du Lézard Ocellé) ;

Considérant en conclusion qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, la mise à jour du zonage d'assainissement de la commune est susceptible d'entraîner des impacts significatifs sur l'environnement ;

Décide

Article 1^{er}

Le projet de mise à jour du zonage d'assainissement de la commune de Castelnau-Valence (Gard), objet de la demande n°2025 - 014569, est soumis à évaluation environnementale. Le contenu du rapport de présentation est défini par l'article R. 122-20 du code de l'environnement. Les objectifs spécifiques de cette évaluation environnementale sont explicités dans les considérants de la présente décision, sans préjudice de l'obligation de respecter le contenu de l'évaluation environnementale conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision est publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale Occitanie (MRAe) : www.mrae.developpement-durable.gouv.fr.

Fait à Toulouse, le 23 mai 2025

Pour la mission régionale d'autorité environnementale,
par délégation

Voies et délais de recours contre une décision dispensant la réalisation d'une évaluation environnementale

Recours gracieux : (Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

par courrier adressé à :

La présidente de la MRAe Occitanie

DREAL Occitanie

Direction énergie connaissance - Département Autorité environnementale

1 place Emile Blouin - CS 10008

31 952 Toulouse Cedex 9

Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395 916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.